

**Assemblée générale**

Cinquante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale  
30 octobre 2001  
Français  
Original: anglais

---

**Cinquième Commission****Compte rendu analytique de la 15<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 22 octobre, à 10 heures

*Président :* M. Effah-Apenteng ..... (Ghana)  
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives  
et budgétaires :* M. Mselle

**Sommaire**

Point 120 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés, et  
rapports du Comité des commissaires aux comptes

b) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies  
pour les réfugiés

Point 123 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal  
2002-2003 (*suite*)

Point 122 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001  
(*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un  
membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de  
la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau  
DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour  
chaque commission.

01-59470 (F)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

**Point 120 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes**

**b) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/56/5/Add.5, A/56/66 et Add.1, A/56/132 et A/56/436)**

1. **Mme Acorda** (Comité des commissaires aux comptes) présente, au nom du Président du Comité des commissaires aux comptes, le rapport du Comité sur les états financiers vérifiés pour l'année terminée le 31 décembre 2000 relatifs aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/56/5/Add.5) et le rapport du Comité sur l'application de ses recommandations (A/56/132). Elle précise que le Comité a assorti de réserves son opinion relative aux états financiers faute d'avoir pu vérifier comme il convenait la validité d'un montant total de 43,5 millions de dollars de dépenses engagées par les partenaires opérationnels du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Pour 2000, le Comité a essayé de s'appuyer sur les systèmes de contrôle interne du HCR pour s'assurer de la validité des données concernant les dépenses des partenaires opérationnels au lieu de se fonder uniquement sur les attestations de vérification reçues de ces derniers. Il a néanmoins été conduit à refléter dans son opinion l'incertitude qui entoure les dépenses engagées par certains d'entre eux.

2. Le HCR a obtenu des attestations de vérification émanant d'auditeurs pour 330 millions de dollars (79 %) de dépenses engagées par les agents d'exécution en 1999 et a pris des dispositions pour renforcer le contrôle exercé sur 42 des plus importants d'entre eux, afin de remédier aux importantes lacunes de leurs systèmes de contrôle recensées par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI). Les recettes du HCR ont diminué de 28 % depuis 1996 et les réserves et soldes des fonds au 31 décembre 2000 accusaient une réduction de 53 %. Le HCR a donc pris des mesures pour ramener ses dépenses au niveau des recettes attendues. Il a engagé 781 651 dollars de dépenses pour acheter des modules inutiles de son système intégré de gestion. Lorsqu'il a choisi un soumissionnaire pour ce projet, il a écarté une offre de 8,9 millions de dollars pour une autre de 17,9 millions

de dollars, alors que l'avantage présenté par celle-ci par rapport à la première n'était que de 3 points de pourcentage. Le Comité a constaté que dans certains pays le HCR menait des activités de développement des infrastructures (construction de routes, de ponts, etc.) destinées à venir en aide à l'ensemble de la population, au lieu de s'attacher à répondre aux besoins spécifiques des réfugiés. Néanmoins, en 2001 le HCR a entrepris une étude visant à s'assurer que la priorité est donnée à ses objectifs fondamentaux, dans les limites des contributions attendues des donateurs. Enfin, le HCR ne s'est toujours pas doté de système fiable qui permette d'obtenir des renseignements exacts sur l'effectif et les caractéristiques de la population de réfugiés.

3. Comme il le fait habituellement, le Comité assurera le suivi de ses recommandations, dont quelques-unes ont déjà été appliquées par le HCR.

4. Dans son rapport sur l'application de ses recommandations, le Comité fait le point des mesures prises par les organisations et indique dans quelle mesure les dispositions de la résolution 52/212 B de l'Assemblée générale ont été suivies d'effet, notamment celles qui concernent la nécessité d'établir des calendriers, de communiquer des renseignements sur les cadres responsables de l'application des recommandations et de créer des mécanismes permettant de mieux contrôler la suite donnée à celles-ci. Le rapport en question, qui porte sur les 15 organismes dont les comptes sont vérifiés tous les deux ans, contient les observations générales du Comité sur les recommandations figurant dans ses rapports sur les comptes de l'ONU et des fonds et programmes pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1999 et les rapports pertinents du Secrétaire général (A/56/66 et Add.1). Il porte sur les recommandations en cours d'application, celles qui n'ont pas été mises en œuvre et celles qui n'ont plus à l'être car elles sont devenues caduques.

5. Le Comité a constaté que, pour la période considérée, seul l'un des 15 organismes concernés – la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies – n'avait pas inclus de calendrier pour l'application de la plupart de ses recommandations. Il a recommandé que la Caisse des pensions respecte la règle exigeant qu'un tel calendrier soit établi.

6. Pour la période 1998-1999, le Tribunal pénal international pour le Rwanda est le seul des 15

organismes qui n'ait pas communiqué les renseignements requis sur les cadres responsables de l'application de la plupart des recommandations. Le Comité a recommandé que le Tribunal respecte la règle exigeant d'indiquer le titre ou les fonctions des intéressés.

7. Dans l'ensemble, les organismes ont continué de s'appuyer sur des mécanismes efficaces pour mieux suivre l'application des recommandations du Comité. Sur les 108 recommandations formulées à l'intention des 15 organismes faisant l'objet du rapport, 130 avaient été pleinement appliquées, 72 étaient en cours d'application, 1 n'avait pas été appliquée et les 5 autres étaient caduques.

8. Le Comité a pris note des deux demandes formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport sur les rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes (A/56/436). Pour ce qui est de la possibilité de contrôler les comptes du HCR tous les deux ans, comme le préconise le Comité consultatif, le Comité du Commissaire aux comptes a l'intention d'en débattre à nouveau avec le HCR au cours du prochain cycle de vérification et de rendre compte de la conclusion de ses consultations dans le rapport qu'il présentera à l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session. Le Comité consultatif a par ailleurs demandé que les commissaires aux comptes mettent l'accent dans leurs rapports sur la mesure dans laquelle leurs recommandations ont été mises en œuvre et sur leur impact. Le Comité des commissaires aux comptes a l'intention de donner effet à cette recommandation dans son prochain rapport sur la question, après avoir consulté l'Administration.

9. **M. Connor** (Secrétaire général adjoint à la gestion), présentant le rapport du Secrétaire général sur la suite donnée aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les comptes de l'ONU et de ses fonds et programmes pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1999 (A/56/66 et Add.1), dit que l'Administration estime très important que ces recommandations soient rapidement appliquées. Ainsi, pour donner suite à la recommandation préconisant d'établir des directives énonçant clairement les conditions dans lesquelles le Bureau de la coordination des affaires humanitaires peut avancer des fonds à destination non spécifiée prélevés sur le Fonds pour l'assistance en cas de

catastrophe, une équipe de travail composée de fonctionnaires des finances a été créée au sein du Bureau, avec pour mission de suivre la situation des fonds à destination non spécifiée, d'examiner les demandes d'allocation et de formuler des recommandations concernant l'attribution des fonds sur la base de critères préalablement définis. De même, le Comité ayant recommandé d'améliorer la coordination entre la Division des questions juridiques générales et la Division des achats en ce qui concerne l'établissement et l'approbation des contrats, les deux divisions se réunissent maintenant régulièrement pour examiner le programme de travail et faire le point des marchés nécessitant l'intervention de juristes.

10. L'Administration a pris note de la recommandation du Comité consultatif tendant à ce que les rapports du Secrétaire général sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes fassent moins de place aux mesures envisagées et présentent brièvement les mesures déjà adoptées et les résultats obtenus. Il faut bien voir cependant que les recommandations sont souvent mises en œuvre par une série de processus dont les résultats ne peuvent être évalués que dans la durée. En outre, ce sont les chefs de département et les directeurs de programme qui en sont responsables. Le Secrétariat fournira néanmoins l'assistance requise et continuera de suivre les mesures prises par les fonds et programmes pour appliquer les recommandations des commissaires aux comptes.

11. **M. Ronse** (Belgique), parlant au nom de l'Union européenne et des pays associés (Bulgarie, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Turquie) approuve le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers vérifiés relatifs aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et le rapport correspondant du Comité consultatif. L'Union constate avec satisfaction que le HCR a réussi à réduire de 186,5 millions de dollars le montant des dépenses de l'exercice écoulé et de l'exercice antérieur pour lesquelles aucun rapport de contrôle des sous-projets n'a été présenté. Elle note cependant que le Comité a dû assortir son opinion d'une réserve en raison d'un certain nombre d'irrégularités qui se reproduisent depuis quelques années et des déficiences graves observées dans la vérification et la validation de quelque 32 millions de

dollars de dépenses engagées par les partenaires opérationnels. Elle a également noté que le HCR et les commissaires n'avaient pu avoir accès aux comptes de certains de ces partenaires.

12. Si elle se félicite du fait que le HCR ait pu obtenir des certificats d'audit indépendant pour 330 millions de dollars de dépenses engagées par les agents d'exécution depuis 1990, elle estime qu'il faudrait prendre des mesures pour améliorer la qualité de ces attestations. L'Administration du HCR doit prendre, avec diligence et efficacité, les mesures nécessaires pour assurer, particulièrement au niveau des bureaux locaux et des partenaires opérationnels, l'application des recommandations justifiées du Comité des commissaires aux comptes concernant le renforcement des contrôles et l'application plus stricte des règles comptables.

13. Compte tenu de la dégradation préoccupante de sa situation financière, le HCR devrait prendre des dispositions pour restreindre ses dépenses en vue de les aligner sur les recettes attendues. La gestion par le HCR des technologies de l'information, notamment du projet de système intégré, est un autre sujet de préoccupation. L'Union européenne déplore l'absence d'évaluation préalable des avantages du nouveau système, le coût élevé de certains achats inutiles et le fait qu'après avoir dépensé 8,7 millions de dollars, le HCR ne dispose toujours pas d'un système intégré opérationnel.

14. L'Union européenne se félicite que la grande majorité des 15 organismes cités dans le rapport des commissaires aux comptes aient nettement amélioré le taux d'application des recommandations par rapport à l'exercice biennal 1996-1997. Elle souhaite néanmoins que les rapports établis par le Comité et le Secrétariat indiquent les résultats obtenus du fait de la mise en œuvre des recommandations en question.

15. **Mme Rodsmoen** (Norvège) rappelle une nouvelle fois l'inquiétude qu'inspire à sa délégation le fait que le HCR soit excessivement dépendant des contributions volontaires versées par un petit groupe de pays, 10 États seulement fournissant 90 % des contributions. La Norvège, qui est l'un des principaux donateurs, s'inquiète de l'importance prépondérante des fonds extrabudgétaires dans le financement des activités de base.

16. La délégation norvégienne regrette que le Comité des commissaires aux comptes ait dû une nouvelle fois

assortir d'une réserve son opinion sur les contributions volontaires gérées par le HCR. Elle note néanmoins avec satisfaction que celui-ci a pris des mesures énergiques pour appliquer les recommandations du Comité et félicite l'un et l'autre pour la rigueur avec laquelle ils ont assuré le suivi des recommandations des années antérieures. L'audit a montré la nécessité de renforcer le contrôle exercé sur les opérations des bureaux hors Siège et des partenaires opérationnels. La délégation norvégienne note avec inquiétude que, selon une observation du Comité consultatif, certains de ces partenaires auraient refusé que l'on consulte leurs comptes (A/56/436, par. 6). Elle espère que le HCR continuera de mettre en place de nouveaux mécanismes pour résoudre ce problème et que les mesures prises pour améliorer la communication d'informations sur les dépenses et le contrôle des sommes versées aux partenaires opérationnels auront les effets souhaités.

17. Le HCR a accepté, sur la recommandation du Comité, de réexaminer le bien-fondé de projets qui ne viennent pas directement en aide aux réfugiés [A/56/5/Add.5, par. 11 e)], conformément à la distinction que le Haut Commissaire a décidé de faire entre les activités de base et les autres. Cependant, loin de servir d'excuse pour négliger le deuxième groupe d'activité, cette distinction doit servir uniquement à mieux définir le rôle revenant au HCR dans la division internationale du travail. C'est faire preuve d'une certaine étroitesse de vue que de critiquer les initiatives du HCR dont bénéficie toute une communauté, réfugiés et population locale. Au lieu que les différentes organisations internationales se concentrent chacune pour sa part sur sa mission, il faudrait qu'elles coordonnent les activités menées en faveur des groupes qu'elles sont censées servir. L'une des responsabilités spéciales du HCR est de coordonner les efforts visant à trouver des solutions durables pour les réfugiés; cette coordination fait clairement partie de ses attributions de base.

18. **Mme Wynes** (États-Unis d'Amérique) rappelle qu'en tant qu'organe de contrôle externe de l'ONU et des institutions spécialisées, le Comité des commissaires aux comptes a un rôle essentiel à jouer dans l'action menée pour améliorer la gestion financière et le respect du principe de responsabilité. Dans le rapport présenté à la Commission (A/56/5/Add.5), le Comité a notamment recommandé de resserrer le contrôle exercé sur les bureaux extérieurs, de vérifier les dépenses afférentes aux

projets et de mener à bon terme rapidement la mise en place du système intégré de gestion. L'application de ces recommandations importantes devrait contribuer à améliorer l'efficacité opérationnelle du HCR.

19. La tonalité générale du rapport, qui est positive, montre que de bonnes relations de travail se sont instaurées entre le Comité des commissaires aux comptes et le HCR. La représentante des États-Unis s'en félicite, tout en regrettant que le Comité ait dû assortir son opinion d'une réserve du fait que le HCR ait été incapable de l'assurer que les 96 millions de dollars d'avances versées à ses partenaires opérationnels pouvaient être pleinement justifiés au 31 décembre 2000. La délégation américaine note avec satisfaction qu'à fin juin 2001, le HCR avait réussi à ramener à 8,5 millions de dollars le montant des dépenses pour lesquelles aucun rapport de contrôle des sous-projets n'avait été reçu. Compte tenu cependant des 35 millions de dollars d'autres dépenses engagées par les partenaires opérationnels qui n'avaient pu être validés, le montant total des fonds dont le HCR ne pouvait justifier complètement l'utilisation s'élevait à 43,5 millions de dollars.

20. Le HCR devrait être plus rigoureux avec les responsables des bureaux extérieurs. La délégation américaine voudrait recevoir des informations sur les mesures prises pour renforcer le contrôle exercé au niveau de ces bureaux, et pour vérifier l'état des avances consenties aux partenaires opérationnels de 1996 à 2000. Comme le recommande le Comité consultatif, le HCR devrait déterminer si, dans le cas du pays où il s'est révélé impossible de consulter les comptes des partenaires opérationnels, le problème résultait d'un refus délibéré de coopérer, et si cette hypothèse se vérifie, il devrait en saisir le Haut Commissaire et, le cas échéant, le Secrétaire général.

21. La délégation américaine souscrit aux recommandations du Comité tendant à ce que le HCR concentre ses efforts sur des projets venant directement en aide aux réfugiés et tienne des statistiques exactes sur l'effectif et les caractéristiques de la population de réfugiés. Elle voudrait être informée des mesures concrètes prises par le HCR pour y donner suite.

22. Comme le Comité, la délégation américaine note avec inquiétude qu'au terme de trois années d'effort et après avoir dépensé 8,7 millions de dollars, le système intégré d'information n'est toujours pas opérationnel.

Le HCR doit remédier aux problèmes recensés par le Comité et mener le projet à bon terme.

23. Il est essentiel que les contributions volontaires fournies par les États Membres au HCR soient utilisées au mieux et pour les fins spécifiées. La délégation américaine compte que les recommandations des auditeurs seront rapidement mises en œuvre et souscrit aux vues du Comité consultatif à ce sujet.

24. Se référant au second rapport du Secrétaire général sur la suite donnée aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les compte de l'ONU et de ses fonds et programmes pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1999 (A/56/66 et Add.1) ainsi qu'au rapport du Comité sur l'application de ses recommandations (A/56/132), l'oratrice note avec satisfaction que les directeurs de programme s'efforcent d'améliorer la gestion de leurs activités en appliquant rapidement les recommandations du Comité et les invite instamment à continuer dans cette voie, sachant que pour être complet, le processus d'audit doit comprendre un suivi de l'application des recommandations et une évaluation de leur efficacité.

**Point 123 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 (suite)**  
(A/56/6 et Corr.1, A/56/7 et A/56/16)

25. **Mme Sultan** (Bahreïn) dit que sa délégation s'associe à la déclaration faite au nom du Groupe des 77 et de la Chine au sujet du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003.

26. Tout en se félicitant de l'introduction de la méthode de budgétisation axée sur les résultats, la délégation bahreïnite souscrit aux observations du Président du Comité consultatif et du Président du Comité du programme et de la coordination (CPC), lesquels ont souligné le manque de clarté et de précision des réalisations escomptées et des indicateurs de succès.

27. Le programme d'activités et les textes explicatifs du budget devraient rendre compte des priorités arrêtées dans le plan à moyen terme pour la période 2002-2005. Il est regrettable que cette règle n'ait pas été suivie dans certains chapitres du budget, notamment le chapitre 22 (Droits de l'homme) et le chapitre 8 (Affaires juridiques). Comme le CPC l'a recommandé, les réalisations escomptées et les indicateurs de succès figurant à ces chapitres devraient

être revus. Il est très important que sur ces deux points le budget-programme soit conforme au plan à moyen terme.

28. L'application de nouveaux aspects de la budgétisation axée sur les résultats doit se faire progressivement, afin de faire de cette technique un moyen efficace d'assurer l'administration et l'évaluation du programme et d'obliger les fonctionnaires responsables de l'exécution du budget à assumer leurs responsabilités.

29. La délégation bahreïnite estime que malgré l'augmentation sensible des activités de l'Organisation observée ces dernières années le projet de budget-programme doit être aligné sur le précédent en ce qui concerne l'évolution réelle des ressources. Elle considère par ailleurs que toute initiative visant à plafonner l'enveloppe budgétaire aurait des incidences défavorables sur l'exécution des activités et programmes prescrits par les organes délibérants de l'Organisation.

30. La délégation bahreïnite se félicite de la réduction des taux de vacance de postes prévue dans le budget et espère que la Cinquième Commission approuvera les taux proposés, soit 5 % pour les administrateurs et 2 % pour les agents des services généraux. La gestion des vacances de poste ne doit en aucun cas servir à faire des économies et à réduire les dépenses de l'Organisation.

31. Le Bahreïn a toujours versé intégralement et ponctuellement ses contributions au budget de l'Organisation. Bien que sa part du budget ait augmenté en 2000 du fait de la modification du barème des quotes-parts, le nombre de ses nationaux travaillant au Secrétariat reste négligeable. Le Secrétariat doit faire des efforts pour respecter le principe de la répartition géographique équitable posé au paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte, en recrutant des nationaux d'États Membres non représentés ou sous-représentés, conformément à la résolution 55/258 de l'Assemblée générale. Enfin, la promotion des fonctionnaires devrait obéir à des critères justes et transparents.

32. **M. Ligaba** (Éthiopie) s'associe à la déclaration faite au nom du Groupe des 77 et de la Chine au cours de la 9e séance. Il note avec satisfaction que le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 a été présenté, sous forme de fascicules, dans les délais prévus. Cependant, le Secrétariat doit faire de

nouveaux efforts en ce qui concerne la présentation de données récapitulatives sur les dépenses de formation, la normalisation des informations relatives aux publications, les indicateurs du volume de travail et la justification des propositions concernant la création ou le reclassement de postes.

33. Compte tenu de la nécessaire corrélation entre les ressources prévues au budget et les programmes et activités prescrits, on ne saurait arbitrairement plafonner l'enveloppe budgétaire. Il est en fait inquiétant que le montant du budget ait été maintenu ces dernières années au même niveau que 10 ans auparavant et que les prévisions pour 2002-2003 correspondent à un taux de croissance réelle négatif. Il est possible d'accroître les ressources budgétaires en termes réels tout en préservant l'efficacité. Il faut se féliciter des efforts réalisés par le Secrétaire général pour que les priorités définies dans le plan à moyen terme soient reflétées dans le projet de budget-programme. Il aurait néanmoins fallu prévoir des crédits plus importants dans les chapitres concernant les questions économiques et sociales, notamment la coopération régionale pour le développement. Compte tenu des taux de vacance de postes élevés qui continuent d'être prévus dans les chapitres relatifs aux commissions régionales, en particulier l'Afrique, le Secrétariat doit prendre de nouvelles mesures pour accélérer les recrutements.

34. Les fonds extrabudgétaires représentent une part importante des fonds affectés à certaines activités. Le recours à ces fonds devrait être l'exception plutôt que la règle et devrait servir uniquement de complément au crédit budgétaire. La délégation éthiopienne partage la position du Comité consultatif sur la gestion des postes financés au moyen de ces ressources.

35. L'application des techniques de budgétisation axées sur les résultats à l'établissement du projet de budget-programme doit se faire progressivement, et l'élaboration des indicateurs de succès doit faire l'objet d'un soin particulier, compte tenu du caractère unique de l'Organisation. Étant donné que les objectifs fixés ne peuvent pas toujours être atteints en un seul exercice ou sur la durée d'un seul plan à moyen terme, il faut prévoir la possibilité de procéder à des ajustements dans le budget d'exercices ultérieurs.

36. **Mme Dinić** (Croatie) estime que les débats relatifs au projet de budget-programme pour 2002-2003 devront tenir compte des engagements pris dans

la Déclaration du Millénaire. L'ONU ne pourra pas s'acquitter de la mission que lui a confiée la communauté internationale si elle n'est pas dotée des ressources nécessaires et si les États Membres et le Secrétariat ne coopèrent pas pleinement. L'oratrice se félicite de l'adoption de la technique de budgétisation axée sur les résultats, qui permettra de mieux évaluer les succès et l'efficacité de l'Organisation. Les dépenses de personnel doivent faire l'objet d'un contrôle adéquat, comme l'a demandé le Comité consultatif. La délégation croate est favorable aux mesures de réforme de la gestion envisagées, notamment dans le domaine des ressources humaines et des technologies de l'information.

37. Les crédits prévus dans le projet de budget-programme doivent être suffisants pour financer l'exécution des activités prescrites, conformément aux priorités définies dans le plan à moyen terme. L'ONU a un rôle important à jouer dans le maintien et la consolidation de la paix; la délégation croate appuie la deuxième phase du processus de réforme de ces activités, y compris les mesures visant à assurer la protection et la sécurité du personnel des Nations Unies sur le terrain et au Siège. Il importe également que l'Organisation puisse gérer au mieux l'articulation entre paix et développement, ce qui suppose d'accorder davantage d'importance aux chapitres du budget relatifs au développement économique et social et d'augmenter les crédits qui y sont inscrits.

38. **M. Rodríguez Parrilla** (Cuba) dit que sa délégation s'associe pleinement à la déclaration faite au nom du Groupe des 77 et de la Chine lors de la 9e séance de la Commission. Il note avec satisfaction que le projet de budget-programme a été présenté dans les délais prévus et a été amélioré. Paradoxalement, alors que le budget-programme a pour objet de doter l'Organisation des moyens d'exécuter les décisions des États Membres, certains s'efforcent de réduire cette capacité en imposant arbitrairement des limites. Conformément au principe énoncé par l'Assemblée générale dans maintes résolutions, l'Organisation doit être dotée des ressources dont elle a besoin pour atteindre tous les objectifs fixés et s'acquitter de tous les mandats qui lui ont été confiés.

39. La délégation cubaine recommande que le Secrétariat fasse preuve de davantage de rigueur dans la gestion financière, en utilisant au mieux les ressources humaines et financières dont il dispose, dans le respect des dispositions du Règlement financier

et des règles de gestion financière et en responsabilisant véritablement les directeurs de programme. Bien qu'il soit légèrement supérieur au montant de l'esquisse budgétaire adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/233, le montant de l'enveloppe budgétaire proposée ne tient pas compte des incidences des recommandations du Groupe d'étude sur les opérations de paix des Nations Unies, ni du rapport sur la sécurité du personnel, ni des activités nouvelles qui pourraient être décidées au cours de l'exercice, lesquelles devront être financées conformément au processus budgétaire établi par l'Assemblée dans sa résolution 41/213. Ce processus suppose notamment d'ajuster en fonction des fluctuations monétaires et de l'inflation le montant arrêté à l'issue des négociations sur le budget.

40. Une proposition avancée avec insistance au cours du débat consisterait à redéfinir les priorités de manière à maintenir le montant du budget à un certain niveau. Il semble que certains veulent prendre prétexte du budget pour renégocier l'accord dont ont fait l'objet les priorités définies dans le plan à moyen terme, alors que celui-ci est reconnu par tous comme la principale directive générale de l'Organisation. Certains essaient également d'introduire dans les programmes des priorités servant leurs propres intérêts politiques, au mépris des décisions de l'Assemblée générale. Les coupes budgétaires opérées lors des derniers exercices biennaux ont eu pour effet de transférer de l'Assemblée générale au Secrétariat la responsabilité des décisions relatives à l'utilisation des ressources, ce qui s'est traduit par une redéfinition des priorités.

41. Dans le projet de budget présenté, une part importante du programme de travail de l'Organisation resterait financée au moyen de fonds extrabudgétaires qui sont devenus la première source de financement de certaines activités. Cette tendance a des effets néfastes sur l'exécution et l'orientation des programmes, va à l'encontre du principe de la responsabilité collective des États défini dans la Charte et empêche les organes intergouvernementaux de contrôler comme il convient l'exécution du budget.

42. Le Secrétaire général propose de créer 142 postes, d'en transformer 33 et d'en supprimer 19. La délégation cubaine est favorable aux créations de postes visant à rétablir les capacités supprimées du fait de l'application de la résolution 50/214 de l'Assemblée générale. C'est en fonction des besoins relatifs aux programmes qu'elle examinera chaque

proposition, y compris les reclassements envisagés, bien qu'elle partage à ce sujet les préoccupations généralement exprimées. La modification des dispositions relatives au HCR supposerait de réaffecter les crédits correspondant au financement de 218 postes et d'allouer à cet effet au HCR un crédit d'un montant forfaitaire. Un tel arrangement rendrait plus difficile l'analyse des effectifs du Secrétariat. La délégation cubaine espère que des mesures correctives seront prises pour améliorer la transparence des informations relatives à cette question. Elle espère également que les directeurs de programme prendront dûment conscience de la nécessité d'améliorer le moral du personnel et les perspectives de carrière et souscrit aux observations formulées par le Comité consultatif à ce sujet (A/56/7, par. 48).

43. La délégation cubaine souscrit aux conclusions et recommandations du CPC et du Comité consultatif sur la budgétisation axée sur les résultats. Les prochaines propositions budgétaires devront tenir compte des modifications suggérées par ces deux organes et être pleinement conformes aux dispositions de la résolution 55/234.

44. Comme il a tendance à le faire, le Secrétariat a une fois de plus inclus dans le projet de budget des activités et propositions controversées qui n'ont pas été approuvées par l'Assemblée générale. C'est pour cette raison que le texte explicatif du chapitre 22 (Droits de l'homme) n'a pas été approuvé par le CPC. La délégation cubaine attache une grande importance à ce programme et espère que l'accord pourra se faire sur des conclusions acceptables par tous, fondées sur les mandats existants. Elle a accepté que des observations spécifiques concernant les différents chapitres du budget puissent être formulées lors des consultations officielles, mais il lui semble que cette pratique porte atteinte à la mémoire institutionnelle de la Commission en éliminant la possibilité de consigner ces observations dans les comptes rendus analytiques des séances.

45. **M. Halbwachs** (Contrôleur) a pris note avec satisfaction des félicitations formulées par les délégations lors du débat général au sujet de la date de parution et de l'excellente qualité du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003. C'est la première fois que l'Administration, toujours soucieuse d'améliorer la qualité du processus budgétaire, emploie la technique de budgétisation axée sur les résultats. Le Contrôleur a pris note avec satisfaction des

propositions judicieuses faites par le Comité consultatif et le CPC pour améliorer ce processus qui n'en est qu'à ses débuts et attend avec intérêt les directives de la Cinquième Commission.

46. À ceux qui craignent que le Secrétariat ne devienne pléthorique au sommet, le Contrôleur fait observer que l'Administration cherche à maintenir une pyramide hiérarchique viable. Elle n'a recommandé que 54 reclassements, justifiés par les caractéristiques des postes, et ce chiffre ne représente que 0,5 % de la dotation totale en effectifs.

47. Comme le Secrétaire général l'a indiqué dans l'avant-propos, le principal souci auquel répond le projet de budget-programme est de veiller à ce que le contenu et la portée des programmes cadrent au mieux avec les priorités qui ont été définies par l'Assemblée générale et que reflète le plan à moyen terme pour la période 2002-2005. En ce qui concerne le montant du budget proposé, le Contrôleur rappelle que le Secrétariat a réussi au cours des six dernières années à exécuter les programmes et activités prescrits sans augmentation de crédit, grâce à une réforme des structures, à des mesures de renforcement de l'efficacité et à l'introduction de nouvelles technologies qui lui ont permis de fonctionner plus efficacement. Le montant total demandé pour l'exercice biennal 2002-2003 s'élève à 2,6 milliards de dollars, contre 2,5 milliards pour l'exercice 2000-2001. Le chiffre indiqué comprend 129,3 millions de dollars au titre de la réévaluation des coûts. Il s'agit d'une estimation préliminaire; début décembre, l'Administration communiquera à la Commission le montant révisé fondé sur les informations les plus récentes relatives aux taux de change et à l'inflation. Compte tenu de la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport à d'autres monnaies, le montant préliminaire sera probablement révisé à la hausse. Lorsque les dépenses additionnelles relatives au maintien de la paix, aux mesures de sécurité et aux décisions d'organes intergouvernementaux auront été ajoutées au montant du projet de budget-programme, celui-ci pourrait atteindre 2,7 milliards de dollars.

48. Comme l'indique le Secrétaire général dans son introduction, depuis plusieurs années le Secrétariat accomplit davantage avec des moyens moindres. Cependant, si de nouvelles restrictions budgétaires lui sont imposées, il aura beaucoup de difficulté à fournir les services attendus et à s'acquitter des missions confiées à l'Organisation. Le Contrôleur espère que la



Commission en tiendra compte lorsqu'elle examinera les propositions budgétaires.

**Point 122 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001 (suite)**

*Étude d'ensemble de la question des honoraires versés aux membres des organes et organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies (suite) (A/56/311)*

49. **M. Repasch** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation ne comprend pas bien pourquoi la Commission est saisie d'un rapport qui n'a pas été demandé et qui de surcroît est superflu puisque la question des honoraires ne présente aucune urgence. Si d'autres délégations souhaitent en débattre, elle participera volontiers aux discussions mais si tel n'est pas le cas, elle ne voit pas la nécessité de tenir des consultations officielles.

50. **M. Halbwachs** (Contrôleur) précise que l'Assemblée générale a revu les honoraires pour la dernière fois en 1981. L'Administration a été invitée à garder la question à l'étude. Cela fait deux ans que le Secrétaire général a présenté son précédent rapport sur la question, à la demande de membres des organes intéressés. Le Comité consultatif avait recommandé, dans son rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 (A/54/7), que l'Assemblée envisage de relever ces honoraires. Cependant, l'Assemblée n'a pas examiné le rapport du Secrétaire général ni pris de décision. Le Secrétariat voudrait que l'Assemblée lui indique clairement si les honoraires en question doivent être révisés.

51. **Le Président** estime que le moment est venu pour la Commission de se prononcer sur la question des honoraires. Il propose qu'à la lumière des éclaircissements donnés par le Contrôleur, la Commission tienne les consultations officielles prévues.

52. Il en est ainsi décidé.

*La séance est levée à 11 h 35.*